

La QUinzaine

universitaire

SNALC

CSEN

4, rue de Tréville
75009 PARIS
☎ 01.47.70.00.55
☎ 01.42.46.26.60
★ www.snalc.fr
✉ info@snalc.fr

Novembre 2004
HORS SÉRIE N°13
Prix spécial : 6 €

Syndicat National des Lycées et Collèges

Sommaire

- Etat des lieux 2
- Bâtiments : petites causes, grands effets ... 4
- Savoir lire, un pré-requis trop souvent absent 6
- Quand le Minimalisme s'oppose à l'Excellence 8
- Et l'Equipe éducative ? 10
- Des Propositions . 12
- De l'Hétérogénéité et du Collège Unique 14

La Quinzaine
Universitaire
SNALC

4, rue de Tréville
75009 PARIS

Dir. Publication :

Jacques MAZAUD

Réd. chef, maquette :

Catherine TERS

Impr. DEPREZ,

Béthune

Dépôt légal 4^{ème} trim. 2004

CP 1005 S 05585

ISSN 0395-6725

Bi-mensuel 8 €

Abt 1 an 101 €

ZEP, PEP IV, "Sensibles" ... Ça se passe comme ça ...

Chronique de la vie ordinaire au Far-West éducatif

Pour le SNALC, les difficultés économiques, le communautarisme, la perte d'influence de certaines institutions, les problèmes familiaux ... contribuent à engendrer une population inadaptée au système traditionnel à un moment où l'école ne propose plus qu'un "moule unique".

Pour ces élèves en situation d'échec, il est urgent de prévoir des structures transitoires, spécifiques et adaptées, ne regroupant que de très faibles effectifs et concentrant leurs efforts sur l'apprentissage des fondamentaux.

Cette opinion est confortée par les nombreux témoignages émanant de nos adhérents enseignant dans ces zones difficiles, dont nous nous faisons régulièrement l'écho auprès des instances ministérielles.

Le document qui suit, loin d'être exhaustif, représente le "miroir" des réflexions de celles et ceux qui se

rendent, chaque jour, dans des lieux où les principes républicains sont souvent malmenés, voire résolument ignorés.

Claire MAZERON,
Laurent MARCONCINI



Bonne lecture ...

et n'hésitez pas à prendre contact avec nous !

Il n'est souvent question, à propos des établissements pudiquement appelés "sensibles", que des problèmes posés par la "violence scolaire", à laquelle on associe, dans l'imaginaire populaire et médiatique, drogue, racket, vol, agressions physiques ou verbales ... Ces éléments existent, bien des professeurs sont tenus d'y faire face. Les insultes sont ainsi devenues le lot quotidien de nombre d'entre eux. Mais, même plus fréquents qu'ailleurs, ces actes extrêmes restent exceptionnels.

Les "dérives" au quotidien

Les actes de violence "sévère" se produisent donc assez régulièrement, mais ne balisent pas le quotidien. On peut néanmoins estimer que **la majorité des classes est "ingérable" dans certains établissements** ; cela ne signifie pas que les élèves soient systématiquement debout sur les tables, occupés à lapider l'enseignant à l'aide de projectiles divers, mais que **l'exercice de la discipline accapare l'essentiel du temps normalement prévu pour les apprentissages.**

Les "petites dérives" sont ainsi continues : comportement et vocabulaire insolents (sans qu'il y ait pour autant insulte), contestation agressive des notes ou des travaux demandés, retards, tricheries, absence systématique de matériel, prises de parole intempestives, bavardages et bruits divers, petits et grands conflits entre élèves, jeux, refus de se mettre au travail, de sortir ses affaires, de quitter blousons, gants ou casquettes ...

Ces "incivilités" concernent souvent plus des deux tiers des élèves d'une classe, ce qui rend difficile toute éradication ; les sanctions deviennent ingérables, et sont peu dissuasives : retenues, avertissements aux parents, rapports, devoirs supplémentaires ... s'accumulent ainsi à l'actif de nombre d'élèves, sans qu'ils en soient particulièrement affectés. Le "sabotage" volontaire des cours devient alors même une sorte de "sport", avec ses règles, ses leaders et ses records à battre.

des Lieux

Leur Gestion

Au quotidien, cette "agitation" constante, sans solution efficace, est épuisante et désespérante ; elle développe découragement ou agressivité chez les enseignants, lassés ou révoltés face au sentiment d'impunité des élèves.

Gérer ces classes "difficiles" relève alors plus d'une "petite cuisine" interne commune aux enseignants, que de l'application de l'échelle de sanctions officielle de l'établissement : s'échanger, entre professeurs, les élèves les plus perturbateurs est une pratique courante, quoique risquée du point de vue des responsabilités de chacun.

Attention toutefois à ne pas faire porter la responsabilité de cet état de choses sur le seul "manque de moyens" en personnel d'éducation ; il n'est pas rare que le refus de recevoir en vie scolaire un élève renvoyé de cours soit aussi une question de principe pour certains CPE ou chefs d'établissements. Ceux-ci estiment parfois que les enseignants, trop "autoritaires" ou "intransigeants", renvoient sans motif suffisamment grave.

Leurs Conséquences

Cette situation affecte le niveau scolaire général : parce qu'il faut constamment rappeler à l'ordre, arbitrer les conflits, s'arrêter, crier, punir, vérifier l'exécution des punitions données, contrôler le travail demandé ou la présence du matériel ... les situations d'apprentissage sont extrêmement courtes et segmentées, vidées de tout sens et de toute continuité ; **le programme ne peut être abordé dans sa globalité, alors que c'est pourtant une exigence d'égalité de l'école républicaine.**

Le corollaire de cette situation est la migration lente mais certaine de la minorité d'élèves non perturbateurs vers d'autres établissements, soit que les parents parviennent à se jouer de la carte scolaire, soit qu'ils fassent définitivement le choix de l'enseignement privé.

Pour prévenir cette fuite, il faut alors créer (officieusement) quelques classes "d'élite", en regroupant, sous prétexte d'options discriminantes, les élèves les plus calmes ou les meilleurs ; en contrepartie, la concentration des "cas" dans le reste des classes est alors plus forte !

Bâtiments : grands

Il ne s'agit pas de faire du "beau" voire du "très beau", comme on l'entend pourtant souvent. Améliorer l'esthétique de nombre d'établissements de banlieue est certes plaisant, mais toute réhabilitation devrait surtout être pensée en termes de fonctionnalité et de spécificité du public accueilli.

Espace vital

A titre d'exemple, on peut concevoir de travailler avec des élèves difficiles dans des salles non repeintes, mais pas dans un espace réduit ; **la place est nécessaire**, afin de pouvoir disperser les élèves, d'isoler certains, et de limiter en partie le bruit comme les chahuts ; dans de très petites salles, le groupe, très solidarisé, forme bloc face à l'enseignant ; les élèves deviennent indissociables les uns des autres, ce qui leur assure une certaine impunité et une plus grande confiance en eux ; les bavardages, facilités par la proximité des élèves, augmentent sensiblement ; la situation peut ainsi rapidement dégéné-

rer et le travail est beaucoup plus difficile (voire impossible).

De manière générale, il faut pouvoir bénéficier, dans ces établissements, de "place", que ce soit dans les salles de classe, ou dans les parties communes (couloirs, cours, préaux ...).

Surveillance et Sécurité

Il faut également que l'agencement des locaux scolaires permette une meilleure surveillance des mouvements et des activités des élèves. **Certaines réalisations architecturales**, par ailleurs esthétiquement fort réussies, **sont tout simplement ingérables** : la multiplication des cours, des "coins" et "recoins" à l'intérieur comme à l'extérieur, les niveaux multipliés ... obligent à la dispersion d'un personnel d'encadrement souvent déjà insuffisant ; ils camouflent trafics et infractions (racket, tabagisme, absentéisme ...).

Dans certains établissements particulièrement "tortueux", il est impossible, entre la cour et la salle de classe, de canaliser les élèves sur le même "itinéraire" ;

petites causes, effets ...

il en résulte qu'une part non négligeable des agressions, bagarres ou dégradations se produisent justement dans cet intervalle de temps ; lors des récréations, il est également impossible de savoir si tous les élèves sont sortis des bâtiments, tant les "cachettes" sont nombreuses.

Il est nécessaire d'organiser plus simplement les locaux scolaires ; ces espaces doivent être très ouverts, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. S'ils ne le sont pas, ils deviennent des zones de non-droit.

Des Détails qui comptent

De fait, **ce ne sont pas les travaux d'envergure qui sont les plus nécessaires** (sauf lorsque la sécurité est en jeu) ; une foule de "petites choses" transforment les conditions de travail, alors même qu'elles sont un facteur de tension supplémentaire lorsqu'elles n'ont pas été réalisées :

- des stores ou des rideaux aux fenêtres, pour éviter de dépasser 40° dans les salles situées au

sud dès les beaux jours (le fait de recevoir le soleil dans les yeux pendant 55 minutes peut rendre beaucoup de ces élèves, déjà sensiblement agités, réellement hystériques) ;

- un chauffage suffisant en hiver, alors que nombre de gestionnaires profitent de ce poste pour réaliser de substantielles économies (il est difficile de demander à un élève d'ôter veste et couvre-chef lorsque la température évolue entre 12° et 14°) ;
- des prises qui fonctionnent, afin de pouvoir utiliser le matériel audiovisuel flambant neuf acheté à grands frais ;
- des portes bénéficiant de "vraies" serrures afin d'éviter le vol de ces mêmes équipements.

Ces "détails" ont un contenu et une importance spécifiques à chaque établissement, et doivent ainsi être définis au niveau local ; mais il ne faut certainement pas négliger leur impact, en particulier dans les établissements sensibles où le moindre problème peut faire dégénérer en conflit ouvert une tension permanente.

Savoir lire, trop

Ce qui paraît très inquiétant, du point de vue de l'enseignant, c'est le niveau scolaire catastrophique que l'on rencontre dans ce type d'établissement.

Les épisodes de violence scolaire éclipsent trop souvent cet élément, tout aussi préoccupant.

Des Résultats inquiétants

Dans certains collèges, le taux de réussite au brevet avoisine 50 % ; il est pourtant artificiellement maintenu grâce au contrôle continu sur-valorisé, à la bienveillance des jurys, mais aussi par la baisse continue des exigences dans les sujets proposés.

Cette situation n'est certes pas réservée aux établissements "sensibles".

Mais, en effectuant des comparaisons avec des élèves d'âge équivalent fréquentant des collèges "moyens" de province, on ne peut qu'être effaré par la minceur des compétences scolaires de nombre d'élèves des établissements de banlieue.

Des Conséquences désastreuses

De manière générale, les capacités de lecture sont extrêmement réduites, au point qu'il est difficile dans une évaluation, d'histoire par exemple, de proposer un texte non étudié en classe ; il faut par ailleurs que celui-ci ne dépasse pas 5-6 lignes, que l'on soit en 6^{ème} ou en 3^{ème}.

Or, sans maîtrise de la lecture, c'est l'ensemble des apprentissages qui sont appauvris.

En histoire-géographie par exemple, les enseignants sont ainsi censés préparer les élèves à l'analyse de documents. Compte tenu des difficultés liées à la lecture, cette analyse tourne à la simple recherche d'informations, recherche parfois même trop complexe encore, puisqu'il faut que l'enseignant indique lui-même, à chaque élève en particulier, où il pourra trouver la réponse à la question posée ...

Des Lacunes handicapantes

D'autres exemples s'avèrent significatifs : **nombre d'élèves de 5^{ème} ne savent pas se servir d'un**

un pré-requis négligé !

manuel scolaire car ils ne parviennent pas à repérer la place des numéros des pages du livre !

Les situations d'apprentissage prennent souvent un tour "ubuesque" : nombre d'élèves, qui semblent particulièrement bavards lors des exercices en classe, ne maîtrisent en fait pas la lecture silencieuse, et anônent ainsi à voix basse ce qu'ils lisent, d'où le surcroît de bruit ; c'est une compétence attendue à l'issue de l'école élémentaire qui n'est donc pas acquise !

Les Vertus du "par cœur"

Une écrasante majorité d'élèves est par ailleurs incapable d'apprendre "par cœur", ne serait-ce que quelques lignes. Souvent décrié, cet apprentissage a pourtant ses vertus, en particulier dans les petites classes.

Former les élèves à la réflexion personnelle et à l'analyse critique est une intention louable, mais aucune réflexion ne peut "brasser du vide", elle ne se nourrit que de ce qui a d'abord été correctement et précisément intégré.

Or, de trop nombreux élèves ont tendance à penser qu'il suffit d'une unique lecture pour apprendre ; il en résulte **des connaissances approximatives et éphémères, reformulées dans un vocabulaire imprécis et selon une syntaxe souvent incorrecte**. Enfin, à refuser ce type d'apprentissage, les élèves réduisent pour l'avenir leurs capacités de mémorisation.

In fine, l'on peut raisonnablement affirmer que l'effort scolaire est insuffisamment valorisé dans les établissements "difficiles".

Les équipes éducatives doivent répondre, souvent dans l'urgence, aux situations – nombreuses – d'élèves "à la dérive", et ne peuvent faire passer que le strict minimum d'un point de vue scolaire. Tout élève ne posant pas de problèmes particuliers est livré à lui-même, et considéré (avec soulagement !) comme autant de temps et de moyens en plus à consacrer aux autres.

Dans les établissements "difficiles", la transmission des savoirs n'est, pour conclure sur ce point, qu'un pré-objectif secondaire, et c'est bien là ce qui est le plus préoccupant.

Quand le s'oppose à

A force de côtoyer et finalement d'accepter la médiocrité scolaire, nombre d'enseignants en viennent à sur-valoriser le moindre élément positif du comportement ou du travail d'un élève, alors même que cet effort est encore souvent très insuffisant. Dans ce cadre, tout enseignant cherchant à maintenir un niveau minimal d'exigences est souvent "cloué au pilori » par ses collègues.

Cette mise à l'index émane souvent des plus "anciens" : résignés ou habitués au milieu ambiant, ayant adopté une attitude "misérabiliste", ils excusent systématiquement comportement et résultats des élèves ; une "phrase-type" revient alors constamment : *"Oui, ses résultats ne sont pas terribles, mais il avait son matériel ce trimestre et il a copié le cours (bravo !), et puis, il a rendu certains devoirs ; mais tu comprends, ses parents sont séparés, il supporte mal la naissance de son frère, etc."*

Les élèves, plus que partout ailleurs, connaissent certes des difficultés de tous ordres ; mais aujourd'hui, au moins un tiers

des couples se séparent, et pas seulement en banlieue ; d'autres avant eux ont dû se faire à l'idée de ne pas rester enfants uniques ... Il semble par ailleurs indéniable qu'avoir son matériel ou recopier le cours est une exigence minimale évidente, qui n'appelle aucune récompense particulière.

Ce n'est pas rendre service aux élèves que de s'apitoyer systématiquement sur toutes leurs difficultés (beaucoup finissent d'ailleurs par en abuser) ou de sur valoriser un effort minime. Au contraire, sans ignorer leurs problèmes, il faut leur donner les moyens de réussir malgré tout, et pour cela être aussi exigeant que partout ailleurs ; excuser systématiquement l'élève et l'habituer à se faire plaindre, c'est oublier qu'il n'aura jamais ce regard complaisant de la part d'un jury de concours ou d'un employeur.

Dans ce système "minimaliste", la situation la plus critique et la plus révoltante n'est certainement pas celle des élè-

Minimalisme l'Excellence

ves les plus en difficulté ou les plus agités, qui sont l'objet d'attentions constantes et bénéficient d'une foule d'expériences "alternatives", destinées à leur donner le goût et les moyens de réussir à l'école. Il est bien sûr indispensable de traiter l'échec scolaire ou les problèmes comportementaux de ces élèves.

Hélas, l'innovation pédagogique n'est pensée qu'en fonction des élèves les plus difficiles ou les plus en difficulté. Mais, à s'intéresser toujours aux cas les plus critiques, on en oublie souvent, dans ce type d'établissement, de motiver et valoriser les élèves les plus brillants : que peuvent alors devenir ces élèves, dans un système où les exigences scolaires sont toujours revues à la baisse ?

Compte-tenu du niveau scolaire général ils sont certes toujours en tête de classe, avec des notes exceptionnelles ; mais peuvent-ils ensuite, au lycée et plus tard dans l'enseignement supérieur, réussir aussi bien que d'autres, n'ayant pas été suffisamment "stimulés" auparavant ? Sont-ils vraiment prépa-

rés à affronter le niveau d'exigence d'une classe préparatoire aux grandes écoles, face aux élèves venus des grands lycées de centre-ville ?

Jour après jour, ces bons élèves "s'éteignent" parce qu'ils ne sont pas suffisamment encouragés, mais aussi parce qu'il est malvenu de passer pour un "intello" ; la majorité d'entre eux finit par se contenter du minimum, régresse et adopte parfois un comportement perturbateur.

Au final, ce sont eux aussi, et pas seulement les "cas", qui font les frais de la "fracture sociale", au gré des hasards de la carte scolaire. Si l'hétérogénéité des niveaux et des centres d'intérêt peut certes être un élément positif, mal gérée ou synonyme d'une concentration trop forte d'élèves "à problèmes", elle fait des meilleurs élèves des victimes du système, sans constituer un enrichissement pour les plus faibles.

Et c'est alors trop souvent Mozart qu'on assassine ...

Et l'Equipe

Encadrement et Surveillance

Il est nécessaire d'avoir, dans ce type d'établissement, un **effectif plus important** qu'ailleurs. Démultiplier les divisions ne peut s'effectuer qu'avec davantage d'enseignants. Mais il faut également envisager un encadrement éducatif renforcé :

Il est impensable, pour tout collège "difficile" de plus de 500 élèves, de ne disposer que d'un poste de CPE.

Parce que ces derniers sont toujours surchargés, les enseignants essayent souvent de les ménager, quitte à abandonner ou faire traîner certaines "affaires". Il faut également pouvoir disposer de surveillants plus nombreux.

Attention toutefois à mettre en place des **critères de recrutement** particulièrement stricts : tous les enseignants ne se valent sans doute pas, mais tous les aides-éducateurs ou assistants d'éducation non plus !

Lorsque des surveillants ou aides-éducateurs, entretenant parfois un fort mau-

vais rapport à l'école, se placent systématiquement du côté des élèves et font preuve d'un laxisme évident, il est évident que leur nombre importe peu !

Il faut donc "plus de monde", mais surtout des personnes expérimentées, ou tout au moins réellement formées, et si possible volontaires plutôt que "victimes" de leur affectation.

Enseignants

En ce domaine, tout est à repenser. Alors même qu'ils ont besoin d'être extrêmement "armés", ceux qui sont nommés dans ces établissements peuvent cumuler tout ou partie des facteurs de déstabilisation : une extrême jeunesse, l'inexpérience du métier, le déracinement et une situation familiale encore instable.

Comme le "mérite" n'est jamais pris en compte dans l'attribution des points de mutation, il est finalement préférable, pour échapper à ce type d'établissement, d'avoir entraîné dans ses études, pris le temps de se marier ou de faire des enfants avant de réussir le

éducative ?

CAPES ou l'agrégation, avoir éventuellement contracté un PACS "blanc" ... Tout cela se valorise en points !

Et en dernier recours, c'est le plus âgé qui choisit son affectation ; autant dire qu'il essaiera d'échapper aux postes difficiles. Le jeune enseignant honnête face à l'administration sera prié d'aller enseigner là où personne ne veut aller.

Plutôt que d'encourager la politique du "sauve-qui-peut" des enseignants chevronnés, et de faire de ces établissements des "purgatoires" pour jeunes recrues en attente de points, l'Education Nationale se doit d'assurer la pérennité et l'expérience de ses équipes éducatives.

Pour attirer les enseignants, en particulier les plus chevronnés, seules de bonnes conditions "matérielles" de travail (faibles effectifs par classe par exemple) et une valorisation financière importante peuvent avoir un effet. Enseigner aujourd'hui en ZEP ne rapporte qu'environ 1 000 € de plus par an pour une fatigue et des risques bien plus importants

qu'ailleurs ; 3 ans d'exercice dans un établissement de ce type donnaient une bonification de points 2 fois moins importante qu'un mariage ou un PACS !

L'enseignant "missionnaire convaincu" devient par conséquent une espèce en voie de disparition, compte-tenu de la dureté des conditions de travail. Tout en cherchant à y faire de son mieux, la majorité des professeurs ne choisit pas la ZEP, elle ne fait qu'y passer, en espérant ne pas y succomber.

En ce qui concerne plus précisément les "jeunes recrues", la préparation à ce type d'établissement est par ailleurs inexistante : quel IUFM en France éclaire vraiment ses étudiants sur ce qui les attend ? Comble de l'ironie, les IUFM de la région parisienne envoient même quantité de lauréats de concours effectuer leur stage dans ces établissements, les plaçant ainsi souvent en situation délicate pour leur premier contact avec les élèves.

Il est tellement plus facile, pour la hiérarchie et certains collègues bien-pensants, de culpabiliser les professeurs en difficulté !

Quelques

Promouvoir et valoriser l'excellence scolaire

Tout en renforçant le traitement de l'échec scolaire dans ces établissements, il faudrait en parallèle **encourager les situations de réussite scolaire effectives**, afin que les "têtes connues" ne soient pas uniquement celles des "caïds" : pourquoi ne pas susciter l'émulation et le goût de bien faire en remettant à l'honneur une version "réactualisée" de l'antique "distribution des prix" ?

A cette occasion, il serait d'ailleurs possible de récompenser l'ensemble des attitudes particulièrement positives, et pas uniquement les résultats scolaires : distinction dans les compétitions organisées par l'association sportive ; investissement dans un projet ou des activités extra-scolaires valorisant l'image de l'établissement ; attitude particulièrement altruiste ; qualité des efforts fournis, quels que soient les résultats ...

Il faut faire de tous ces élèves "méritants" de véritables modèles à suivre, susceptibles de modifier les attitudes défaitistes et les comportements passifs ou agres-

sifs d'une grande partie des autres.

Des exigences scolaires simplifiées mais strictes

On assiste aujourd'hui à une véritable "fuite en avant" dans les expériences pédagogiques mises en place à l'école : travaux interdisciplinaires, projets artistiques à caractère pédagogique, plus récemment "Itinéraires De Découverte" ... Bien qu'elles reflètent une forme d'intérêt porté aux difficultés de l'enseignement, ces initiatives constituent une "dispersion" finalement peu efficace voire néfaste vis-à-vis des buts recherchés.

Il faut absolument, et en particulier dans les ZEP, revenir aux "fondamentaux", dès l'école élémentaire : lire, écrire, compter. Et, afin d'atteindre ce but, il faut cesser de penser, au nom de la sacrosainte "société des loisirs", que l'on ne peut et ne doit apprendre qu'en "s'amusant".

L'apprentissage des règles de la langue française peut s'effectuer en partie par des "moyens détournés" relativement ludiques, mais il y a un né-

Propositions ...

cessairement une part de labeur, ingrat, à fournir ; c'est ce qu'il convient de faire saisir aux élèves, le plus tôt possible.

Valoriser le travail n'est pas une démarche de "bourreau" : c'est au contraire rendre service à nos élèves, confrontés tôt ou tard à un monde du travail infiniment plus dur que celui de l'école.

Il est certes plus immédiatement gratifiant "d'intéresser les élèves" ; mais, au nom de cette "dictature du plaisir et de la curiosité", les démarches pédagogiques ont systématiquement oublié le caractère pénible mais nécessaire d'une partie des apprentissages. Ne nous trompons pas : la curiosité est rarement absente chez les élèves, en particulier dans les établissements difficiles où ils ne sont pas, comme ailleurs, "blasés de tout" ; il faut donc surtout chercher à leur donner les méthodes et le goût du travail approfondi.

Il faut par ailleurs faire preuve de **plus d'exigence et de lucidité vis-à-vis de l'orientation** : aujourd'hui, qu'un élève ait travaillé ou non, que ses résultats soient excellents ou très mauvais, son passage dans la classe supérieure est quasi-systématisé,

soit que le conseil de classe ou les commissions d'appel fassent preuve d'une extrême indulgence, soit que les parents aient l'entière responsabilité du choix. L'on en arrive alors à des situations ubuesques : ce n'est pas le mérite qui est récompensé par le passage dans la classe supérieure, mais l'obstination des parents ou un âge trop avancé pour supporter encore un redoublement !

Du fait de ce système, il ne faut pas s'étonner de l'échec massif constaté, dans les établissements difficiles en particulier, d'un Brevet des Collèges rendu volontairement inutile et coûteux. De manière générale, il faut donc redonner aux conseils de classe le pouvoir de décision qui leur a été effectivement retiré ; ils sont actuellement totalement dénués de sens, cantonnés dans un rôle de simple lecture commentée des résultats et des absences de l'élève au cours du trimestre.

Quant au Brevet des Collèges, l'instauration de notes éliminatoires, pour le passage en classe supérieure, redonnerait un peu de sens à son obtention et à une scolarité que certains veulent unique de la maternelle à l'Université.

De l'Hétérogénéité

Dans les zones sensibles, le collège unique est devenu encore plus ingérable qu'ailleurs, en tant qu'enseignement rigoureusement commun pour tous les élèves.

Il faut, tout en conservant le principe d'un seul établissement, mettre en place des filières différenciées permettant de détecter les aptitudes et les goûts réels de certains élèves, afin de leur offrir une orientation professionnelle plus précoce. L'orientation en lycée professionnel doit se faire sur la base du choix et non plus de l'échec, afin que chacun puisse atteindre l'excellence dans son domaine de prédilection.

Par ailleurs, l'hétérogénéité ne doit plus être, en banlieue, le masque d'une concentration trop forte des publics défavorisés ; sans rentrer dans un débat purement idéologique, il est urgent, pour l'Ecole et la Nation, de revoir la politique d'aménagement du territoire.

Tolérance zéro face aux dérives des comportements

Face à la dégradation de l'autorité enseignante dans les

établissements difficiles, il est nécessaire d'adopter des règles communes très précises (sorte de charte) à une échelle nationale, sur ce qui n'est pas acceptable dans le cadre d'une classe et d'un établissement scolaire en général.

L'inacceptable : refus de travail caractérisé, absence de matériel, bavardages et interventions orales intempestifs, bagarres et bousculades violentes, interpellations et contestation ouverte de l'autorité des adultes, insultes et attitudes provocatrices ou intimidantes, incorrection de la tenue vestimentaire et du langage, dégradation des locaux et du mobilier de l'établissement, absentéisme et retards systématiques ...

Sanctions éducatives

En parallèle d'une définition précise des comportements inacceptables, il faut **faire en sorte que la sanction ne soit plus le simple relevé de l'infraction, mais aussi une mesure à caractère répressif, ce qui n'hypothèque en rien son aspect éducatif.**

et du Collège Unique

Pourquoi ne pas faire effectuer plus de **travaux d'intérêt collectif** dans les établissements et éventuellement à l'extérieur, donner des retenues plus contraignantes, obliger à formuler des excuses écrites ou orales aux personnes victimes des préjudices, mais aussi punir par des exclusions temporaires ou définitives à la fois plus fréquentes, mais aussi plus "suivies" (placement dans des structures spécialisées des "cas" les plus lourds, augmentation des ateliers-relais, éloignement géographique et internat ...)?

Il faut aussi mettre en place les moyens d'une **responsabilisation plus forte des parents** : convocations systématiques et obligatoires, mise sous condition des aides financières relatives à l'enfant, dans les cas ex-

trêmes ... A ce titre, il est regrettable que l'implication actuelle des parents dans la vie scolaire se confonde trop souvent avec une opposition de principe à l'autorité enseignante.

L'application de sanctions doit par ailleurs s'accompagner d'une "ré"-éducation des comportements, par le rappel constant des valeurs de la République, des droits qu'elle défend comme des devoirs qu'elle impose ; des cours d'éducation civique renforcés et recentrés sur un certain nombre de priorités sont certes nécessaires ; mais faire apprendre et chanter la Marseillaise, ce qui peut faire sourire, n'est pas non plus une proposition anecdotique, lorsque certains n'ont pas hésité à la huer un certain soir de football.

**Des solutions existent :
encore faudrait-il, pour voir appliquer
des mesures réellement novatrices,
que les gouvernements se suivent
mais ne se ressemblent pas ...**

Dossier réalisé par
Claire MAZERON
Laurent MARCONCINI

POUR UNE INFORMATION DE QUALITE
POUR DES SERVICES PERFORMANTS
POUR TOUT SAVOIR SUR VOTRE CARRIERE ...

Consultez le site du



www.snalc.fr

et téléchargez **LE** guide catégoriel qui **VOUS**
intéresse (Agrégés, Certifiés, PLP, P-EPS ...)



Vous souhaitez nous rejoindre :

NOM Prénom

Adresse

..... Tél
[][][][][] [][][][][][][][][][]

Courriel

Merci de m'envoyer un exemplaire de la *Quinzaine Universitaire* un bulletin d'adhésion

SNALC – 4, rue de Trévise – 75009 PARIS – www.snalc.fr – info@snalc.fr